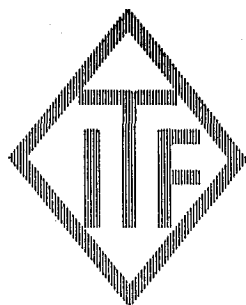


FASCISME

N° 11
1er déc. 1934

Paraît bimensuellement en français, allemand, anglais, suédois espagnol. Les abonnements de 2 fl. par an peuvent être souscrits auprès des secrétariats des organisations affiliées à l'I.T.F. ou directement au secrétariat international: 61, Vondolstraat Amsterdam W.



Dantzig et la Sarre. (I.T.F.) Le 13 janvier 1935, 500.000 habitants du Territoire de la Sarre devront par leur vote déclarer s'ils désirent dorénavant vivre dans un territoire allemand libre ou bien dans le Troisième Reich. Un retour à l'Allemagne introduirait également dans la Sarre les camps de concentration, les assommoirs et les assassinats politiques, y ferait monter les prix et baisser les salaires dans les mines et usines, diminuerait les allocations de chômage et priverait la jeunesse de son travail. Le problème n'est pas difficile à trancher *le Troisième Reich. C'est pourquoi la dictature hitlérienne fait ce qu'elle peut pour empêcher la vérité de pénétrer dans la Sarre. La presse bourgeoise a été achetée par le ministère allemand de la Propagande, un "Front allemand" a été créé et financé par des centaines de mille marks, des S.A. camouflés ont été formés qui terrorisent les anti-fascistes. Tous les soirs les postes allemands de T.S.F. lancent un programme à l'intention de la Sarre. * pour qui connaît

La vérité toutefois ne se laisse pas étouffer. Des visiteurs venus du Reich racontent que les salaires ont été réduits, que les prix et les loyers montent; les ménagères apprennent que dans le Troisième Reich on fait la queue devant les magasins comme pendant la guerre; ceux qui ont pu se sauver des camps de concentration parlent des tortures subies. La presse anti-fasciste de même que les émissions du poste de Strasbourg pénètrent à travers le mur de mensonges. La dictature hitlérienne ne voit pas d'autre ressource que l'affirmation stéréotype que tous les anti-fascistes divulguent des mensonges. Seulement la frontière est voisine, la vérité se fraye un chemin à travers les murailles brunes, les anti-fascistes trouvent un écho. Alors la dictature a sorti son dernier atout: le peuple serait enthousiasmé par la dictature, le referendum du 19 août l'aurait prouvé. Dans la Sarre toutefois on se rappelle la terreur et les falsifications du vote pratiquées dans les villages de frontière et on savait que dans le camp de concentration de Dachau 90% des internés martyrisés avaient voté pour Hitler! Cela en disait assez long. Le truc ne marchait pas. La dictature eut alors recours à un autre expédient. A Dantzig, où la Société des Nations garantit une constitution démocratique, des élections librement faites allaient prouver l'enthousiasme d'Allemands libres pour le nationalisme. Les Nazis dantzigois acceptèrent la mission.

L'Etat libre de Dantzig est gouverné depuis juin 1933 par des nationaux-socialistes. Les résultats d'un an et demi de déli-

L'Etat libre de Dantzig est gouverné depuis juin 1933 par des nationaux-socialistes. Les résultats d'un an et demi de déli-

ces hitlériennes ont quelque peu ébranlé la confiance dont jouissait le gouvernement dantzikois. Les élections au Parlement, le "Volkstag", auraient bien pu aboutir à une surprise désagréable. Les Nazis dantzikois ont donc eu recours à la ressource de ne tenir que des élections municipales et arrondissementales. L'Etat libre de Dantzig est réparti en 4 arrondissements. Les arrondissements du Haut-Dantzig et de Zoppot comprennent la population citadine. Ceux du Bas-Dantzig et du Grosse Werder sont habités principalement par des paysans et des pêcheurs. Les nationaux-socialistes n'ont pas osé proclamer des élections dans les arrondissements urbains. Ils se sont bornés aux deux arrondissements agricoles dans lesquels habitent seulement 40.000 électeurs sur un total de près de 1/4 de million. Il faut savoir que la population dans ces arrondissements est économiquement dépendante de l'administration nationale-socialiste. Tous les paysans et ouvriers agricoles doivent faire partie de l'organisation nationale-socialiste, la Corporation de la terre ou la Fédération des ouvriers agricoles mise au pas. Les pêcheurs sont, eux aussi, dépendants des autorités pour l'écoulement du produit de leur pêche et les chômeurs dépendent du bon vouloir de ceux qui détiennent le pouvoir. Les sous-préfets des deux arrondissements, chefs arrondissementaux du parti national-socialiste, sont en même temps chargés de diriger les élections. Ils ont rappelé à la population la dépendance économique où elle se trouve. Dans l'un des arrondissements le sous-préfet a menacé : "Celui qui pêche contre l'unité (du parti nazi) se place en dehors de la communauté populaire; qui est en dehors de la communauté populaire n'a pas à poser d'exigences à l'Etat qu'il combat. Celui qui contrecarre notre travail désintéressé--ainsi poursuit le manifeste, reproduit dans l'organe de l'organisation imposée aux travailleurs agricoles!-- "au lieu de collaborer avec nous, aura affaire aux forces élémentaires de notre mouvement". Dans l'autre arrondissement le fonctionnaire chargé de la direction des élections était encore plus explicite : " Nous serons en mesure d'anéantir tous ceux qui refusent avec malveillance de prendre la main qu'on leur tend". Par leurs chants les S.A. livraient des commentaires suffisants à ces manifestes. Les "forces élémentaires du mouvement" furent mises en action. Le délai pour la préparation des élections qui était généralement de 4 semaines, fut abaissé à 3 semaines; l'opposition n'avait qu'une semaine pour préparer des listes de candidats pour 2 conseils arrondissementaux et 100 conseils municipaux. Une ordonnance du Sénat quintupla le nombre de signataires nécessaires pour présenter un candidat. Les candidats de l'opposition étaient révoqués de leur travail sans préavis; les autorités licenciaient les signataires de propositions de candidature de l'opposition; les maires cherchaient en présentant des formules toutes prêtes* à retirer leur signature. Les S.A. dantzikoises, aidées par les Nazis allemands terrorisaient les groupes de propagande de l'opposition. Des perquisitions étaient faites la nuit dans les demeures des adversaires du régime nazi, des anti-fascistes étaient attaqués et maltraités, des bouteilles remplies de carbure étaient lancées dans les maisons des candidats de l'opposition. Des habitations de prêtres catholiques étaient bombardées avec des pierres. Le chef de liste de l'opposition conservatrice catholique d'un des arrondissements était blessé à la tête par une balle. Il est vrai que Dantzig est un Etat où la légalité est respectée, mais est seul traduit devant le tribunal qui a été nommé accusé. * à les amener

Sous la protection de la constitution garantie par la Société des Nations, les journaux d'opposition peuvent paraître, mais "l'honneur" des membres des organisations nationales-socialistes est l'objet d'une protection spéciale: Celui qui à Dantzig écrit qu'un malfaiteur national-socialiste est un malfaiteur, s'expose à être arrêté; celui qui écrit qu'un meurtrier national-socialiste est un meurtrier, est mis en prison. Au beau milieu de la lutte électorale, le journal socialiste a été interdit pendant 3 jours; un des rédacteurs a été expulsé en Allemagne immédiatement avant les élections comme étant "étranger gênant"; il se trouve à présent, étant Allemand de nationalité, emprisonné à Königsberg.

Le secret électoral était pratiquement supprimé: Les circonscriptions étaient réduites et nouvellement classées et les fonctionnaires recevaient l'instruction d'influencer le vote : "selon les méthodes des S.A. et S.S.". C'est pourquoi les élections faites dans les 100 villages éloignés, ne donnent aucune idée du véritable état d'esprit de la population. Elles peuvent seulement servir d'exemple, instructif pour la population de la Sarre, de la brutalité nazie.

Dans la Sarre aussi les Nazis cherchent à influencer le plébiscite par la terreur. Toutefois, tandis qu'à Dantzig, c'est à la police nazie qu'est confiée la protection de l'opposition, vu que le Commissaire de la S.d.N. ne dispose pas d'organes exécutifs, la Commission du gouvernement de la Sarre a finalement obtenu ses propres forces policières. A part cela, le but pour lequel on se bat dans la Sarre est foncièrement différent. Les élections dantzikoises ne pouvaient apporter aucun résultat palpable, puisque les conseils arrondissementaux ni les conseils municipaux n'ont aucune espèce d'importance, étant donné que le gouvernement peut régner dans les communes comme bon lui semble, en éliminant, au moyen des commissaires nommés par lui, la représentation élue. Seules les élections législatives auraient pu amener une modification du système, mais les Nazis ne se sont pas risqués à les prescrire. Les élections dans les villages dantzikoises étaient ni plus ni moins qu'une démonstration politique. Dans la Sarre toutefois, le plébiscite tranchera le sort d'un demi-million d'Allemands.

"Capitalisme réactionnaire" (I.T.F.) Les fascistes italiens ont privé les travailleurs de tous leurs droits, mais lorsqu'ils comparent la situation de chez eux avec ce qui existe en Allemagne, ils s'estiment presque progressistes. Le correspondant à Berlin du "Lavoro Fascista", le quotidien des corporations italiennes, se moque (dans le N° du 14 novembre) de l'impuissance du Front du travail allemand: "Les diverses phases de l'économie nationale sont tranchées là où le Front allemand du travail n'a aucune voix au chapitre, c'est-à-dire dans "l'organisation centrale de l'économie" qui groupe les diverses entreprises et dans laquelle la production est réglée exclusivement par les employeurs.... Exposant cet état de choses en des termes syndicaux, on devrait dire au fond qu'il existe ici une formidable organisation patronale qui, disposant de la faculté de régler la production, a la possibilité d'établir aussi des normes pour les salaires et cela sans qu'une organisation analogue de salariés puisse faire valoir l'opinion ou les intérêts des travailleurs. Il est vrai que "l'organisation centrale de l'économie" doit tenir compte de l'Etat, de même que le chef d'entreprise a besoin de l'approbation du Commissaire au travail pour la fixation des contrats d'entreprise. Mais on n'arrive pas à comprendre en vertu de quelle espèce de justice sociale la production et la distribution sont réglées dans un dialogue entre l'Etat et un seul des intéressés, l'employeur, tandis que l'autre, le salarié, doit attendre et accepter passivement le résultat de ce dialogue.... Comment ces conceptions peuvent-elles se concilier avec l'égalité sociale que l'on désire donner au "travailleur de la main" en comparaison du "travailleur de l'esprit"?... Cette manière de traiter les travailleurs allemands "fait beaucoup penser à celle du plus pur capitalisme réactionnaire".

Parti "ouvrier" (I.T.F.) Le parti "ouvrier" national-socialiste a constitué des "commissions consultatives économiques cantonales" à qui incombe la tâche de veiller à une tactique uniforme économique dans chacun des 32 cantons (Gau). Font partie de ces commissions économiques, "à côté de représentants de l'artisanat et du commerce, les chefs des grandes entreprises, qu'ils soient ou non inscrits au parti". On voit que même pour les ouvriers nationaux-socialistes il n'y a pas de place dans les commissions économiques du fameux parti "ouvrier".

Le Troisième Reich considère les chômeurs comme des fainéants (ITF) Dans l'Allemagne impériale, les chômeurs qui retrouvaient du travail devaient rembourser les secours touchés pendant la période de leur chômage des caisses municipales (art. 25 du décret sur la prévoyance). Or, pendant les premiers temps où un chômeur a de nouveau du travail, il est déjà grevé par certains achats nécessaires, différés pendant le chômage. Malgré cela, l'Allemagne du Kaiser exigeait le remboursement du secours jusqu'au dernier centime. Elle estimait en effet qu'un chômeur était au fond un paresseux qui n'avait pas droit à un secours, tout au plus à une aumône. La République a modifié cet état de choses et statué que chaque citoyen a droit au travail et que "si aucune possibilité de travail approprié ne peut lui être offerte, on lui procurera les moyens de subsister" (Constitution de Weimar, art. 163). C'est ainsi qu'après la guerre, les municipalités avaient par accord tacite, renoncé au remboursement de leurs secours. Sous le règne du précurseur d'Hitler, le chancelier Brüning (1931), toutefois, les municipalités, se rappelant leurs droits, exigèrent de chaque secouru, qu'il signe une déclaration par laquelle il s'en-

gagait à rembourser les secours, mais elles n'osèrent pas aller jusqu'à réclamer le remboursement. Seulement, après l'anéantissement des syndicats, les municipalités ont commencé à retenir sur les salaires de famine des ouvriers occupés aux travaux de terrassement le secours de bienfaisance versé pendant la période de chômage. Les retenues s'élevaient en moyenne à environ 10 marks par mois, soit, avec les primes de l'assurance sociale et les versements "facultatifs", à un tiers du salaire. Le Troisième Reich traite de nouveau les chômeurs comme des fainéants.

Pour apaiser l'agitation des travailleurs, le ministre du Travail a prié les municipalités d'accorder un certain répit aux chômeurs. La majorité d'entre elles ne s'en sont pas souciées. Elles envoient des fonctionnaires aux lieux du travail et dans les demeures des nouveaux embauchés afin de découvrir des "achats inutiles". Les travailleurs n'ont qu'à avoir faim, pourvu que les caisses des maires nazis soient garnies.

bien

Protégeons l'enfance(I.T.F.) On retient pendant les mois d'hiver--alors que les dépenses sont déjà plus élevées-- sur les salaires et traitements de tous les ouvriers allemands une taxe de $1\frac{1}{2}$ à 2% du revenu. L'Etat national-socialiste désire, au moyen du produit de cette taxe pour le secours d'hiver, faire des économies sur ses secours aux chômeurs. A part la taxe, il y a encore tous les mois un jour de quête. Un dimanche on va sonner à toutes les portes et on vend à tous les passants de petites médailles spéciales au prix de 20 pfennigs. Le produit net de cette vente est ajouté à celui de la taxe. Il faut donc gagner le plus possible sur ces médailles. Le ministère de la Propagande dont relève--chose significative--le secours d'hiver, fait exécuter les médailles à domicile. "Même les enfants de 3 ou 4 ans en font les petits travaux faciles"--ainsi écrit un rapporteur spécial dans le quotidien du Front allemand du travail--"ce qui permet de les fabriquer à meilleur compte".

On exploite la jeunesse .(I.T.F.) Les organisations de jeunesse nationales-socialistes ont toujours à nouveau promis aux jeunes travailleurs la journée de 6 heures sans réduction des salaires. Le mémoire de l'organisation des cellules d'entreprise (N.S.B.O.) de novembre 1933, réclamait encore, page 117, une journée de 7 heures comme maximum pour les travailleurs mineurs. A présent le "Ostdeutsche Sturmtrupp" un des organes officiels des Jeunesses hitlériennes publie le résultat d'une enquête concernant la durée du travail journalier des apprentis âgés de 14 à 18 ans. A titre de vérification on a contrôlé dans un district les heures de travail de 427 apprentis; 10 seulement faisaient des journées de 8 heures, 149 devaient travailler 12 heures par jour, 65 13 heures, 60 14 heures, 40 15 heures, 8 16 heures et 2 plus de 16 heures par jour! Le "Ostdeutsche Sturmtrupp" qui avait stigmatisé cette exploitation de la jeunesse, a dû cesser de paraître.

Porte-parole de la jeunesse .(I.T.F.) Les ouvriers et employés de moins de 18 ans, ainsi que les jeunes filles jusqu'à 21 ans, ne sont acceptés comme membres du Front allemand du Travail que s'ils sont inscrits aux Jeunesses hitlériennes ou à l'Association des Jeunes-Allemands où on leur apprend à manier respectivement le fusil et les ustensiles de cuisine. Les jeunes travailleurs montrent toutefois peu d'enthousiasme pour adhérer à l'organisation officielle des jeunes. Ils savent que ni les Jeunesses hitlériennes ni le Front allemand du Travail ne constituent une protection contre l'exploitation de la jeunesse. La direction nationale des Jeunesses hitlériennes a publié un programme de protection des jeunes qui est cependant rédigé en des termes si généraux et vagues qu'il a disparu sans avoir fait le moindre effet. A présent toutefois on a voulu créer la fonction de "porte-parole de la jeunesse dans les entreprises". Dans chaque entreprise où travaillent plus de dix jeunes il y aurait un de ces "porte-parole" chargé de s'occuper de la sauvegarde des intérêts spéciaux des jeunes. Il n'y avait "pas de limite d'âge pour cette fonction" mais l'idée était de choisir en première ligne des jeunes à cet effet. Or, comme sous le signe de la "communauté populaire" il était évidemment à craindre que les employeurs renvoient un porte-parole qui s'efforcerait sérieusement de défendre les jeunes salariés, les Jeunesses hitlériennes leur garantirent un délai-congé prolongé. La lutte pouvait commencer.

Cela se passait au début d'octobre 1934. Pendant une semaine les Jeunesses hitlériennes firent de la propagande avec leur "lutte pour les jeunes salariés", après quoi toute l'action s'effondra.

L'organisation retira toutes ses revendications, affirmant que sa déclaration qu'elle voulait défendre les intérêts des jeunes, n'était qu'un mensonge fait pour les besoins de la cause". Un porte-parole de la jeunesse" ne serait jamais désagréable à l'employeur; il n'avait "pas plus de droits que n'importe quel autre membre du personnel" (c'est-à-dire aucun) et ne serait nommé "que si Monsieur le Directeur le permettait". Sa seule tâche était d'ailleurs de "veiller à ce que les jeunes se présentent ponctuellement à l'appel tous les matins".

La fuite dans le mariage. (I.T.F.) Sur les 10 millions de jeunes ouvriers et employés de moins de 25 ans, 3 millions sont menacés de perdre leur place. Ils seront soumis à la discipline militaire des camps de travail ou bien envoyés à l'aide agricole. Seuls ceux qui sont déjà membres d'une organisation nationale-socialiste, qui ont déjà fait une période de service dans les camps de travail, ou qui ont charge de famille ont quelque chance de garder leur poste. Après avoir constaté qu'une adhésion tardive aux organisations nationales socialistes n'avait plus de valeur, les jeunes ont cherché une autre issue et ils ont cru l'avoir trouvée: il y eut une course aux mariages. Les salaires des jeunes en Allemagne sont toutefois si bas qu'ils ne permettent pas de fonder un foyer. Malgré cela, les jeunes ont tâché de se débrouiller à deux afin de ne pas être envoyés aux travaux forcés.

En constatant que ces mariages en masse menaçaient de compromettre les mesures projetées, le gouvernement déclara qu'un mariage pour les besoins de la cause ne constituerait pas une garantie contre l'envoi au service du travail. La fuite dans le mariage n'a donc servi à rien.

On surveille les bonzes. (I.T.F.) L'organisation des cellules d'entreprise nationales-socialistes a été transformée en un appareil de contrôle des bonzes du Front allemand du Travail. Un certain Dr. Hypfauer, homme de confiance du parti, a été désigné comme "chef d'état-major" de la N.S.B.O. et transféré de Berlin à Munich. On avait privé ces derniers temps la N.S.B.O. de toutes possibilités d'activité dans les entreprises; on cherche à présent à lui insuffler une nouvelle vie comme police du parti. Tous les permanents des communautés nationales d'entreprise ont été placés sous le contrôle de l'organisation des cellules d'entreprise et de la sorte, l'organisation combative, destinée à la conquête des entreprises, est finalement devenu un organe de surveillance des aspirants à un poste. Aux fins "d'activité sociale" les simples membres de la N.S.B.O. ont obtenu le droit de porter un uniforme....qu'ils pourront payer eux-mêmes.

Une plus haute justice sociale. (I.T.F.) Aux pieds de la statue de Jules César, dans une salle du Capitole, Mussolini a ouvert, le 10 novembre, l'assemblée "la plus importante peut-être de l'histoire d'Italie"--ainsi qu'il l'a exprimé avec la modestie qui le caractérise. Huit ans après la fondation de l'Etat corporatif, 4 ans après la création du Conseil des corporations et 6 mois après la constitution définitive des corporations, l'Etat corporatif commencera sa vie "effective et active". Seulement l'activité effective des corporations se bornera à la préparation de rapports; 97 questions ont été proposées à l'étude des 22 corporations, au sujet desquelles elles auront un jour, s'il plait ainsi au dictateur, la possibilité de présenter leur humble opinion.

Le siècle fasciste--ainsi l'a affirmé Mussolini--proclame "l'égalité des hommes en face du travail". "Aujourd'hui le 10 novembre de l'an XIII, la grande machine se met en mouvement. "Toutefois elle n'apporte pas aux travailleurs "l'égalité promise "en face du travail". "Il ne faut pas s'attendre à des miracles immédiats... Il n'est pas encore possible de prévoir quel sera le développement de l'ordre corporatif en Italie au point de vue de la création et de la distribution des biens." La distribution du produit de la production le montant des salaires, est pour les travailleurs italiens d'une actualité brûlante. Or, après 12 ans, le fascisme ne peut toujours pas dire comment "l'Etat des producteurs à droits égaux" se réalisera. Mussolini cherche à amadouer les travailleurs par de nouvelles promesses: le régime corporatif "diminuera graduellement mais inflexiblement la distance entre les possibilités maxima et celles minima ou nulles de la vie du peuple. C'est là ce que j'appelle une plus haute justice sociale!" Pendant les 12 années de sa domination le fascisme italien a appuyé les capitalistes, diminué les salaires, pillé les paysans et pressuré les classes moyennes. Une nouvelle vague de réductions de salaires vient de commencer. Les promesses creuses du Duce doivent calmer les esprits.

La presse destinée au lecteur ouvrier jubile: L'ère de la "justice sociale" a sonné; "le régime capitaliste est irrévocablement condamné (Lavoro fascista, 15 novembre). Mais l'industriel milanais de Stefani a mieux compris le sens de cette "plus haute justice sociale". Il écrit dans un éditorial du "Corriere della Sera" (17 novembre); "Le dynamisme corporatif ne peut se détacher de cette directive: réduire les frais et distribuer le travail et le revenu national de la meilleure manière". Or, dans le langage international de tous les employeurs "réduire les frais" et distribuer le revenu national "de la meilleure manière" est synonyme de : réductions des salaires. La grande machine se met en mouvement mais son conducteur déclare qu'il ne sait pas encore à quoi elle servira. L'industriel est plus sincère. La machine corporative est la comme un grand piège coûteux qui a pour tâche de faire oublier par des phrases creuses l'exploitation capitaliste éhontée des classes laborieuses. (Voir pour des détails sur la structure des corporations le N° 2 du 28 juillet 1934).

Reconnaissance tardive. (I.T.F.) La manière dont les membres des organes corporatifs sont désignés en Autriche a donné lieu à une vive indignation, également parmi les partisans de la dictature. L'organe fascisé des employés de la finance déclare que le système de la nomination "dans les organes représentatifs, particulièrement dans le Conseil fédéral économique, a suscité parmi les membres un étonnement sans bornes, un mécontentement général et une vive indignation. Il est en effet incompréhensible. Parmi les 4 messieurs désignés pour siéger dans le Conseil économique, aucun ne pourrait être considéré comme un représentant des employés.... Tous les quatre représentants de notre corporation sont nettement et sans aucune équivoque des représentants patronaux. Si la T.S.F. et le "Wiener Zeitung" (officieux) ont parlé de deux de ces quatre messieurs comme de "non indépendants", c'est-à-dire d'employés, ceci n'est pas conforme à la vérité! Ceux qu'on appelle des "indépendants" sont des directeurs de grandes institutions et des permanents élus ou nommés d'organisations patronales.

"Aussitôt que ces nominations étonnantes ont été connues, des protestations, manifestations de surprise et demandes de mesures de défense nous ont été communiquées." "Aucun des nôtres ne s'est représenté ainsi la représentation des salariés dans les corporations" (Numéro 6, de novembre 1934 de l'organe "Der Angestellte in den Banken, Sparkassen und Versicherungsinstituten").

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME

Les marins en prison. (I.T.F.) Dans presque toutes les sociétés d'armement, certains membres des équipages ont dû se soumettre au dur sort d'être écroués -- ainsi écrit le "Deutsche Seemann" (N° 10). Ils ont fait de la contrebande de devises. La dictature nazie a poussé à tel point l'importation de matériel de guerre qu'elle manque de devises étrangères. Elle a pris par conséquent des mesures rigoureuses contre la sortie non contrôlée de devises, mesures qui frappent aussi les marins. Trois jours au plus tard après la fin du voyage, les marins doivent remettre toutes les devises étrangères touchées par eux. Même lorsque le bateau ne fait escale dans le port d'atta- che que moins de 3 jours, les devises doivent être remises. Aujourd'hui les marins ont encore la possibilité de choisir s'ils préfèrent remettre les devises étrangères reçues, par exemple en pourboires ou lors de vente d'objets, au commissaire de bord ou à une banque allemande. Seulement, il sera proposé aux armateurs "afin de faciliter le contrôle, de prescrire aux marins de ne remettre leurs devises qu'entre les mains du commissaire de bord". Cela n'est pas pour déplaire aux armateurs, puisque cela leur fournira du coup la possibilité de contrôler les revenus supplémentaires des marins.

Dans un port de l'étranger, le marin n'a le droit de prendre à terre avec lui qu'une somme limitée, actuellement pas plus de 50 marks par mois, quel que soit le nombre de ports où son navire fait escale. On contrôle de temps à autre ceux qui vont à terre pour voir si la mesure est respectée. Une infraction à cette disposition est punie d'au moins une année de prison.

Le quart de repos sur les navires allemands. (I.T.F.) "Les temps sont passés où le marin allemand, après avoir accompli son service, n'avait plus rien à faire.... Lorsque, maintenant, les matelots, chauffeurs, soutiers et autres ont fait leur quart, ils ne se rendent plus comme autrefois directement au logement, mais ils vont d'abord regarder le tableau de la S.A. de la marine, pour voir quel service est à l'ordre pendant le quart de repos. Aujourd'hui aussi, il y a on grands caractères: A 13,30 service pour tous les membres libres des S.A. Malgré la grande chaleur dans la Mer Rouge, tous se trouvent à l'heure indiquée alignés sur un rang. Il est vraiment difficile de rester ainsi debout, non pas que nous soyons fatigués, non, le pont est si chaud et il y a 35 degrés à l'ombre... Après la revue de l'équipement, on fait encore une demi-heure d'exercices. Nous suons. Après on fait encore une demi-heure de signalisation à bras. Tout a bien marché, le chef est content. L'après-midi a passé en un clin d'oeil. Quelques-uns repartent faire le quart; d'autres vont se reposer jusqu'à ce que le travail reprenne pour eux aussi."

Les armateurs allemands, en lisant cet article paru, sous le titre: "Service du dimanche sur le S.S. Isar", dans le journal "Der deutsche Seemann" (N° 6), publié par la Communauté nationale d'entreprise pour les communications et services publics, verront avec joie comment les S.A. de la marine font exercer les hommes. Cela leur fournira le moyen de réduire encore les heures de repos à bord conquises par les syndicats libres.

(I.T.F.)

Son combat Les "führer" du parti national-socialiste se procurent d'importants revenus supplémentaires par l'écoulement forcé des livres parus sous leur nom. On évalue à quelques millions uniquement les revenus touchés par Hitler de la vente de son livre "Mon combat". Chaque école, chaque municipalité, chaque autorité a été contrainte d'acquérir au moins un exemplaire de cet écrit dispendieux. A présent on veut aussi forcer les ouvriers à aider les chefs du part à s'enrichir.

Dans les ateliers de chemins de fer à L. (Allemagne centrale) une bibliothèque devait être créée; elle devait comprendre évidemment tous les écrits des grands hommes du parti. Chaque ouvrier avait été "invité" à verser 40 pfennigs pour l'achat des livres. Ceux qui ne désiraient pas donner suite à cette invitation devaient se présenter chez leur chef immédiat. A l'étonnement de la direction les 9/10 de tous les travailleurs se sont présentés chez leur chef pour faire enregistrer leur refus. A L. le combat pour la caisse privée du "führer" a pour le moment du moins, échoué.